

L'Organisation des États turques, symbole de l'expansion stratégique et de l'essor culturel du monde turc

Aurélien Stern | 4 mai 2026 | ARTICLES



Le 7 octobre 2025, les chefs d'État de l'Organisation des États turques (OET) se sont réunis en Azerbaïdjan, dans la ville septentrionale de Gabala. La thématique principale de ce 12^e sommet était : « Paix et sécurité régionales ». Cet intitulé et le choix d'une ville azerbaïdjanaise pour accueillir l'événement ne sont pas anodins : ils montrent que, 2 ans après le blocus prolongé puis l'offensive militaire qui a entraîné l'exode de la population arménienne du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan cherche à sécuriser ses acquis territoriaux. Dans un contexte international instable, c'est également un moyen de consolider les alliances, dans une zone où la Russie est en retrait, mobilisée dans la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine.

L'OET est devenue, petit à petit, une organisation internationale importante, représentant une population d'environ 178,8 millions d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) combiné d'environ 2,11 trillions de dollars étasuniens en 2024. Les États turques représentent ainsi environ 1,8 % du PIB mondial et leurs ressortissants constituent 2,8 % de [la population mondiale](#). La Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan en sont membres, tandis que le Turkménistan, la Hongrie et la Chypre du Nord ont le statut d'observateurs.

Alors que les sommets entre chefs d'État turques ont lieu depuis 1992, comment leurs relations ont-elles évolué au fil du temps ? Quelles sont les principales décisions prises lors de ce dernier sommet ? Peut-on parler d'un renforcement de l'inclusion du monde turc, faisant de la Turquie un acteur de poids sur la scène internationale ?

Les relations entre les États turques relèvent largement de logiques pragmatiques, notamment en matière d'équilibres géopolitiques et de recherche d'autonomie vis-à-vis des grandes puissances. Toutefois, la dimension idéologique n'y est pas absente. Ainsi, bien que des États comme la Turquie, l'Azerbaïdjan ou le Kazakhstan soient connus pour [leur stratégie d'équilibre](#), les proximités linguistiques, historiques et culturelles constituent un référent important dans leurs interactions. Ces éléments ne

sont pas nécessairement à l'origine de la coopération ; ils peuvent aussi être mobilisés *a posteriori* pour la légitimer, mais participent, dans tous les cas, à la construction d'une esthétique et d'un récit communs.

Dans une première partie, nous traiterons de l'émergence du turquisme en tant qu'idéologie au XIX^e siècle, puis nous examinerons le contexte de la fondation de l'Organisation des États turques. Nous nous pencherons ensuite sur certains aspects de la collaboration entre ses membres, notamment dans les domaines militaire, économique et culturel. Enfin, nous montrerons que les activités de cette organisation internationale se sont nettement intensifiées ces dernières années.

Le turquisme, un pan-nationalisme datant du XIX^e siècle

Cette dimension idéologique prend racine dans la seconde partie du XIX^e siècle, à une époque précédant le tracé des frontières des États-nations dans la région. Alors que le panslavisme se développe dans l'Empire russe, les minorités musulmanes turcophones sont en quête d'identité. Dans ce contexte, des théoriciens comme Ismail Gaspirali diffusent l'idée d'une « unité de langue, de pensée et d'action », à la base du panturquisme, qui vise à unir les peuples turcophones. Au début du XX^e siècle, ces populations, encore souvent désignées comme « musulmans de Russie », [organisent des congrès](#) pour tenter de s'unir, malgré des divergences entre partisans d'une fédération, notamment les Tatars, et ceux favorables à des États-nations, comme les Azéris, qui fondent le leur en 1918. Le nationalisme turc émerge tardivement dans l'Empire ottoman, à mesure que celui-ci se désagrège et que l'identité ottomane perd de sa force. Pendant la guerre, [l'islamisme puis le \(pan\)turquisme](#) sont mobilisés pour trouver des alliés. Après la révolution russe et la fin du conflit, les empires disparaissent : les régions turques de Russie sont intégrées à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), tandis que la République de Turquie est fondée en 1923. Par la suite, pour des raisons de souveraineté et d'équilibre diplomatique, le gouvernement turc évite de développer des liens trop étroits avec les peuples turques de l'Union soviétique.

Ce n'est qu'en 1991, avec la dissolution de l'URSS, que cinq républiques turques accèdent à l'indépendance : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Turkménistan. Les autorités, tout comme certaines élites politiques et intellectuelles de Turquie, vivent ce moment avec enthousiasme et les idées turquistes gagnent en puissance. La Turquie est ainsi le premier État à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan et, dans la foulée, les plus hauts responsables politiques se rendent dans le monde turque : Turgut Özal, puis Süleyman Demirel effectuent des visites en Azerbaïdjan et en Asie centrale entre 1991 et 1993, illustrant cette volonté de coopération. Cet engagement répond aussi à des considérations politiques et économiques : il s'agit pour Ankara de s'imposer comme puissance régionale dans l'espace postsoviétique, de sécuriser de nouveaux débouchés commerciaux et d'accéder aux ressources énergétiques de la Caspienne.

Parallèlement, la presse relaie de nombreuses déclarations insistant sur la fraternité entre les peuples turcs, dans un registre à la fois culturel et politique. Ainsi, le [Premier ministre turc Süleyman Demirel](#) évoque l'opportunité d'un nouvel espace de projection de force et parle d'un « monde turc s'étendant de la Grande Muraille de Chine jusqu'à la mer Adriatique ». Cette dynamique se concrétise rapidement par la mise en place de cadres de coopération, notamment par l'organisation de rencontres multilatérales. Ainsi, des Sommets des chefs d'État des pays turques (ancêtre de l'OET) sont organisés dès 1992. Cependant, ces premiers sommets sont décevants, les républiques d'Asie centrale nouvellement indépendantes ayant des impératifs plus urgents que la coopération, bien que celle-ci soit aussi un moyen de développement économique et social. De plus, les langues turques s'avèrent plus éloignées les unes des autres que prévu et le [recours à des interprètes](#) est nécessaire.

Les fondements de l'Organisation des États turques

Dans un contexte de recomposition géopolitique après la fragmentation de l'URSS et l'effondrement des régimes socialistes en Europe du Sud-Est, la Turquie met en place, dès 1992, l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA). Cette dernière est un instrument de politique de développement et de *soft power* destiné aux républiques turques postsoviétiques ainsi qu'aux Balkans postsocialistes, à travers l'octroi de financements et la mise en œuvre de projets. Mais la crise économique qui touche la République de Turquie en 1994 ralentit ce processus. Sur le plan culturel, l'Organisation internationale pour la culture turque (TÜKSOY, 1992), liée aux ministères de la Culture, joue un rôle indéniable dans le développement d'une construction discursive de références culturelles communes. Les bourses d'études que la Turquie accorde à des étudiants des républiques turques, ainsi que la fondation de deux universités binationales (l'université Ahmet Yesevi en 1991 au Kazakhstan et l'université Manas en 1995 au Kirghizistan) font de l'éducation un domaine où la coopération turque a produit des résultats particulièrement tangibles.

Avec l'arrivée du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie en 2002 et la passation du pouvoir entre Heydar Aliyev et son fils İlham Aliyev en 2003 en Azerbaïdjan (le premier s'était retiré pour raisons de santé), la coopération turque ralentit. Les gouvernements de ces deux pays, qui avaient été les locomotives de la dynamique dans les années 1990,

mettent alors un certain temps à se remobiliser autour du projet turquiste. Aucune réunion des chefs d'État n'a lieu entre 2001 et 2006. Puis, les deux nouveaux leaders, Recep Tayyip Erdoğan et İlham Aliyev, réinvestissent les structures existantes dont le Congrès d'amitié, de fraternité et de collaboration des États et communautés Turques (TÜDEV, 1992-2007). Cette plateforme de coopération, fondée par le chef d'extrême droite turc [Alparslan Türkeş](#), est un véritable laboratoire du turquisme. En 2009, la Turquie, l'Azerbaïdjan et les républiques turques d'Asie centrale posent les fondements d'un nouvel organe de coopération, le Conseil turcique, inauguré par la signature du [traité du Nakhitchevan](#). Le Conseil turcique prend le nom d'Organisation des États turques en 2021, sans pour autant provoquer de changement structurel.

Les membres de l'OET ont également évolué. Si la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizistan en sont les membres fondateurs, en 2009, ils laissent sciemment [deux mats vides](#) sur le bâtiment du Secrétariat général du Conseil turcique à Istanbul, réservés aux deux pays turcophones qui n'étaient alors pas membres de l'organisation : l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Ce choix s'est avéré opportun, puisque le premier adhère à l'organisation en 2019, 2 ans après la mort de son président, Islam Karimov (qui refusait cette adhésion notamment en raison d'une rivalité de *leadership* avec la Turquie [et en réaction à l'agenda islamiste d'Erdoğan](#)). Le second, le Turkménistan, régime politique dictatorial refermé sur lui-même, y adhère tout de même en tant qu'observateur en 2021. La Hongrie obtient ce même statut en 2018 et la République turque de Chypre du Nord l'a, quant à elle, acquis en 2022. La candidature de Chypre du Nord soulevait toutefois des difficultés, car cet État n'est pas reconnu par la communauté internationale. Même si les statuts de l'OET n'exigent pas formellement que les membres soient des États indépendants reconnus, son admission est intervenue après la victoire militaire de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh, avec le soutien logistique de la Turquie. Dans ce nouveau contexte, l'intégration de Chypre du Nord ne risquait plus d'être interprétée comme un précédent susceptible de légitimer la reconnaissance internationale d'un Haut-Karabakh arménien.

Pour ce qui concerne la Hongrie de Viktor Orbán, elle s'est rapprochée de la Turquie et des autres républiques turques ces dernières années. Idéologiquement, une explication est à chercher dans la théorie de la philologie comparée selon laquelle les langues de Hongrie et des peuples turques appartiendraient à un même ensemble linguistique, la famille « [ouralo-altaïque](#) ». Cette théorie présuppose que les Hongrois et les Turcs auraient des ancêtres communs. Ainsi, lors du sommet du Conseil turcique de 2018, le Premier ministre hongrois a déclaré que les Hongrois avaient des ancêtres turques et étaient, comme les autres membres de l'organisation, [des descendants d'Attila](#). Bien que la théorie ouralo-altaïque des langues dites touraniennes n'ait jamais pu être démontrée de manière concluante et ait été largement [remise en question dans la linguistique comparée contemporaine](#), elle continue d'être mobilisée et partiellement défendue par certains linguistes et historiens, notamment en Turquie et en Hongrie, et demeure vivace au sein de la conscience collective, où elle constitue un référentiel central du nationalisme touraniste.

L'Organisation des États turques est à la tête d'un réseau d'organisations, chacune spécialisée dans un domaine précis. Si l'Académie internationale turque (2012) est en charge de la collaboration universitaire, TÜRKSOY (1992) est spécialisé dans le domaine culturel et directement lié aux ministères de la Culture de chaque pays membre ; TÜRKPA (Parlement turc, 2009) fonctionne comme un organe parlementaire rattaché aux parlements des États membres ; la Fondation pour la culture et le patrimoine turques (Türk Kültür ve Mirası Vakfı, 2011) est en charge de la question de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel ; quant au Conseil turcophone pour les affaires (Türk Dili Konuşan İş Konseyi, 2012), il regroupe des hommes et des femmes d'affaires. Le Türk Ticaret ve Sanayi Odaları Birliği (Union turque des chambres de commerce et d'industrie, TTSO, 2019) soutient la coopération économique entre les milieux d'affaires des États turques, et le Fonds d'investissement turque (Türk Yatırım Fonu, 2023) vise à soutenir les investissements économiques entre les États membres. Malgré leur diversité, ces organisations travaillent de manière coordonnée sous l'égide de l'OET. Bien que celle-ci dispose aujourd'hui d'un statut formel d'organisation internationale intergouvernementale, son degré d'institutionnalisation reste limité. Elle ne bénéficie pas encore, par exemple, du statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies.

Coopération militaire

La dimension militaire est aujourd'hui importante dans le cadre de la coopération entre les membres de l'OET. Bien que membre de l'Organisation du traité Atlantique Nord (OTAN), la Turquie partage, avec les autres républiques turques ex-soviétiques, une volonté d'autonomie qui la pousse à avoir des relations à équidistance avec les grandes puissances. Dans cette perspective, la priorité constante est de préserver l'autonomie de l'État face à des menaces, qu'elles soient objectives ou construites, pouvant fragiliser son [contrôle souverain](#). La guerre en Ukraine et l'arrivée de Donald Trump pour un second mandat ont encore accentué cette dynamique. Dans un contexte de fragmentation de l'ordre international, les puissances moyennes tendent à éviter l'alignement exclusif sur un seul bloc et privilégient des [stratégies de multialignement](#).

L'attaque de l'Ukraine par la Russie constitue donc une menace potentielle pour les républiques turques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, anciens satellites de l'URSS. Cette perception du risque consolide une posture d'alignement multiple, puisque ces États n'ont pas reconnu l'annexion de la Crimée par la Russie et se sont aussi « [abstenus ou n'ont pas pris part au scrutin](#) lors des votes des résolutions condamnant l'agression russe aux Nations unies ». Il s'agit donc de condamner la Russie par le silence, sans pour autant appliquer de sanctions économiques contre elle, par peur des représailles.

Dans ce contexte, la Turquie tire parti de sa position intermédiaire pour renforcer son rôle diplomatique et accroître son influence internationale, en se présentant comme un acteur capable de dialoguer avec l'ensemble des parties. Elle est ainsi parvenue, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies (ONU), à conclure un [accord céréalier](#) en juillet 2022, permettant la « reprise des exportations de blé et d'engrais ukrainiens, via un couloir sécurisé en mer Noire ». Ce rôle de médiation s'inscrit toutefois dans une stratégie plus large d'affirmation de puissance, qui repose également sur des capacités militaires renforcées.

La Turquie a intérêt, d'un point de vue militaire, à rester dans l'OTAN, dont elle constitue la seconde plus grande armée ([si l'on compte le personnel actif](#)) après celle des États-Unis. Cette crédibilité militaire contribue à renforcer sa posture de négociatrice, en lui permettant d'articuler diplomatie et rapport de force. Ses quatre interventions transfrontalières en Syrie (2016, 2018, 2019 et 2020), son intervention en Libye (2020) et sa production d'armement sophistiqué, tels que les drones de combat, ont démontré que ses capacités militaires [sont en pleine expansion](#). Les dépenses militaires turques sont d'ailleurs [en hausse constante](#) depuis 2002.

Le véritable tournant symbolique pour l'OET dans le domaine militaire intervient avec l'aide logistique apportée par la Turquie à l'Azerbaïdjan lors de la guerre du Haut-Karabakh de 2020. Cette implication a renforcé la visibilité d'Ankara comme acteur sécuritaire dans l'espace turcique et a contribué à l'intensification de ses relations militaires avec les capitales d'Asie centrale. Depuis l'alliance conclue en 2018 entre l'AKP et le Parti d'action nationaliste (MHP), les références au nationalisme turquiste et à la solidarité avec l'Azerbaïdjan occupent une place accrue dans la politique étrangère turque, ce qui éclaire le choix d'un engagement plus direct en 2020. Durant la phase aiguë du conflit, Hulusi Akar, alors ministre de la Défense turc, s'est notamment rendu au Kazakhstan et en Ouzbékistan afin de signer [des accords de coopération militaire](#). En 2023, sous contrainte, la population arménienne quitte le Haut-Karabagh et, en 2025, lors du 12^e sommet de l'OET, les États membres appuient [le projet de corridor](#) de Zanguezour, qui devrait relier l'Azerbaïdjan à l'enclave du Nakhitchevan en passant par l'Arménie, marquant ainsi le soutien de l'OET à la victoire azerbaïdjanaise.

La Russie, qui n'a pas défendu l'Arménie – pourtant son ancien allié – dans cette guerre, a dû constater pour la première fois depuis 1991 un recul dans la région Asie centrale-Caucase, laissant un certain champ libre à la constitution d'une alliance militaire plus inclusive avec la Turquie. Dans ce contexte, les recompositions en cours peuvent être interprétées par les acteurs régionaux comme un affaiblissement relatif de la centralité russe, sans pour autant signifier un basculement durable des équilibres, et contribuent à augmenter les marges d'action de la [Turquie dans la région](#).

Un autre tournant à considérer a lieu en 2022, année où le Kazakhstan a été confronté à des manifestations sociales liées à la hausse du prix du carburant. L'OET s'est alors déclarée [prête à intervenir](#) pour soutenir le gouvernement face à la contestation populaire. Cette déclaration, qui n'a pas été suivie d'effets faute de demande de la part des autorités kazakhstanaïses, témoigne néanmoins du franchissement d'une nouvelle étape au sein de l'OET, celle de l'affirmation d'une possible implication dans les affaires intérieures de ses États membres.

Coopération économique et énergétique

L'économie constitue un axe important de coopération au sein de l'OET. Son secrétaire général de a indiqué que le volume total des échanges commerciaux des pays turciques atteignait environ [1 100 milliards de dollars en 2025](#). Par ailleurs, selon des données turques relayées par Anadolu Agency, le commerce entre la Turquie et plusieurs autres États membres de l'OET s'est élevé [à 62,6 milliards de dollars sur la période 2020-2024](#). Malgré ces échanges, les États membres [ne sont pas les premiers partenaires commerciaux](#) les uns des autres.

Le tourisme constitue un axe important de coopération économique, visant à développer des voyages organisés le long de la route de la soie et à promouvoir le patrimoine culturel commun. Les exportations de pétrole et de gaz naturel vers l'Europe jouent aussi un rôle central, le pétrole transitant par l'oléoduc BTC (Baku-Tbilissi-Ceyhan) et le gaz naturel par le gazoduc BTE (Bakou-Tbilissi-Erzurum) puis par TANAP-TAP. Dans [la déclaration de Gabala](#), à l'issue du 12^e sommet de l'organisation, l'OET souligne la volonté de développer la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars à son plein potentiel, tout en mettant en avant l'importance du corridor international Trans-Caspian East-West Central et de la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan pour renforcer la connectivité interrégionale et diversifier les voies commerciales entre l'Europe et l'Asie. Enfin, le projet du

corridor de Zanguezour, bien qu'il profite principalement à l'Azerbaïdjan, pourrait également faciliter le transit de marchandises vers l'Europe et la Méditerranée, réduisant les distances et les coûts pour les exportations d'Asie centrale vers l'ouest.

Les principales réalisations culturelles

La culture et l'éducation sont des domaines de coopération particulièrement actifs entre les républiques turques depuis les années 1990, qu'il s'agisse de bourses d'études, d'universités binationales, ou encore d'une forte coproduction d'objets musicaux et littéraires par les ministères de la Culture des États membres de l'OET, par l'intermédiaire de TÜRKSÖY. Cette organisation décerne chaque année, depuis 2012, le titre de [capitale culturelle du monde turc](#) à une ville, qui bénéficie d'un soutien économique et logistique afin de faire rayonner son patrimoine. En 2018, l'Académie internationale turque, autre branche de l'OET, a publié un manuel commun d'histoire turque, diffusé au lycée dans le cadre d'un cours optionnel en Turquie, en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. L'histoire qui y est présentée met en avant des origines communes et s'arrête au XVI^e siècle, le but étant de diffuser [une identité turque partagée](#) plutôt que les histoires particulières des empires et États turques. Ce premier manuel commun, dont la coécriture a nécessité de longues années de négociations pour concilier les sensibilités historiques nationales, a ouvert la voie à la publication, par l'Académie internationale turque, de deux nouveaux manuels en 2022 : un manuel de géographie du monde turc et un manuel commun de littérature turque, élaborés plus rapidement car reposant davantage sur une compilation de cartes et de textes que sur un récit historique unifié.

Au-delà de leur dimension pédagogique, ces productions éditoriales traduisent une volonté de formaliser un socle culturel commun entre États turques. Elles participent ainsi à la diffusion d'un référentiel partagé, relevant d'un idéal (pan)turquiste, mais ajusté aux contraintes et aux récits nationaux propres à chaque pays. Ce travail de mise en cohérence reste toutefois partiel, dans la mesure où il suppose des compromis constants entre affirmation d'une identité commune et préservation des souverainetés historiques et culturelles, elles-mêmes parfois fondées sur d'autres référents identitaires, notamment des formes de nationalisme civique pouvant entrer en concurrence avec le turquisme.

Du côté de la diplomatie culturelle de la République de Turquie, depuis 2007, le réseau d'instituts culturels Yunus Emre (du nom d'un poète soufi d'expression turque du XIII^e siècle) s'est développé partout dans le monde, avec une présence importante en Asie centrale. De la même manière, la « fondation Maarif est née en 2016 de la nécessité pour Ankara de prendre le contrôle des écoles turques largement implantées par [le mouvement Gülen](#) ». On peut également mentionner la direction turque des Affaires religieuses (Diyanet İşleri Başkanlığı), qui finance la construction de facultés de théologie et de mosquées dans la région, comme celle de Bichkek, et soutient également la diffusion de livres saints traduits [dans les langues locales](#).

L'OET appuie également des initiatives culturelles de ses États membres. Ainsi, elle soutient le festival Nagy-Kurultáj en Hongrie. Cet événement, organisé depuis 2008, regroupe des participants du monde turc, de Mongolie et de Hongrie et prend pour effigie les Huns, considérés comme les ancêtres des peuples de ces pays. L'OET soutient aussi les Jeux mondiaux nomades, initiative de la République kirghize, mais qui, grâce aux ressources de l'OET, sont parfois organisés dans d'autres républiques turques, comme en Turquie en 2022 et au Kazakhstan en 2024. Ces deux festivals sont des lieux d'incarnation de la culture turque antique, équestre et nomade. On peut les qualifier d'« [hétérotopies](#) », au sens foucauldien du terme, c'est-à-dire des espaces réels mais à part, où est mise en scène une vision idéalisée d'un autre modèle culturel.

Dans [la déclaration de Gabala](#), à l'issue du 12^e sommet de l'organisation, l'OET a appelé les pays et organisations de coopération turques à célébrer le centenaire du Congrès de turcologie de Bakou de 1926 et l'une de ses décisions historiques : l'adoption d'un alphabet commun pour les langues turques, fondé sur l'alphabet latin. Dans ce document déclaratif, le renforcement de l'instance de coopération TÜRKSÖY est également souligné, bien que celle-ci soit déjà très active.

Accélération et intensification des activités de l'OET

On assiste indéniablement à une accélération et à une intensification des relations entre les membres de l'Organisation des États turques, notamment depuis 2021, avec l'adoption de la feuille de route « Vision du monde turc 2040 » lors du sommet d'Istanbul, le 12 novembre 2021. [Il s'agit du premier document stratégique](#) élaboré depuis la création de l'OET en 2009 à partir de l'accord de Nakhchivan. Ce congrès est organisé un an après la victoire de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh avec l'aide logistique de la Turquie, et l'on peut y percevoir un tournant symbolique, traduisant une affirmation accrue sur la scène internationale. Cela s'est aussi manifesté par le changement de nom de l'organisation, passant de Conseil turque à Organisation des États turques.

Il semblerait cependant que cette intensification des relations au sein du monde turc ait encore pris de l'ampleur récemment. Dans un article sur le 12^e sommet de l'OET, le *think tank* turc [Stratejik Düşünce Enstitüsü](#) met en évidence une densification

institutionnelle marquée, qui se traduit par la multiplication rapide de formats de coopération sectorielle au cours de l'année 2025.

Cette dynamique se matérialise par la multiplication de réunions de commissions spécialisées placées sous l'égide de l'OET, certaines se tenant pour la première fois. C'est le cas notamment du Conseil des banques centrales (Astana, 27 mai), d'une réunion consacrée à la finance verte (Astana, 4 septembre) ou encore des institutions de propriété intellectuelle (Bichkek, 20 août). D'autres formats sont déjà bien établis, comme les réunions des secrétaires des conseils de sécurité, des procureurs généraux, des ministres de l'Agriculture ou des Transports, qui en sont à leur troisième, quatrième ou même huitième édition. Au total, près d'une vingtaine de commissions différentes se sont réunies au cours de l'année 2025.

Au-delà de leur nombre élevé, ces réunions sont intéressantes à plusieurs égards. Premièrement, le fait que beaucoup de ces instances soient récentes indique un processus en cours de structuration administrative et de routinisation de la coopération. De plus, la diversité géographique des lieux de réunion, de l'Asie centrale à l'Europe centrale, suggère une répartition étendue de l'initiative entre les États membres.

Pris ensemble, ces éléments permettent d'avancer que l'OET est engagée dans un processus d'institutionnalisation progressive. L'organisation tend à dépasser un fonctionnement principalement déclaratif ou symbolique pour se doter de mécanismes réguliers, sectorialisés et portés par des acteurs administratifs spécialisés. Cette évolution va de pair avec une dynamique plus multilatérale, dans laquelle [la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan](#) ne constituent plus l'unique moteur des initiatives, mais s'inscrivent dans un cadre de coopération de plus en plus collectif.

Enfin, parmi les 121 points de décision de la déclaration de Gabala, les chefs d'État expriment leur préoccupation face à la situation humanitaire à Gaza et la nécessité d'une solution à deux États (fondée sur les frontières de 1967). La déclaration souligne également son soutien à l'intégrité territoriale et à l'unité de la Syrie. Un point prévoit la création d'une plateforme de lutte contre l'islamophobie. Toutefois, aucune de ces décisions n'est juridiquement contraignante pour les États membres. Elles reflètent uniquement la volonté de l'OET d'adopter des positions communes sur des enjeux internationaux prioritaires.

La décision la plus innovante du sommet est l'instauration du format « OET + », conçu comme un cadre flexible et ponctuel permettant de coopérer avec des partenaires externes (donc non turques) sur des projets spécifiques d'intérêt mutuel, afin d'accroître la visibilité et l'efficacité des initiatives de l'organisation.

*
* *

Tous les analystes s'entendent pour dire que la guerre en Ukraine a débouché sur un recul de l'influence russe dans la région Asie centrale-Caucase, contribuant à augmenter l'importance de la coopération entre les États turques dans tous les domaines, aussi bien militaire, qu'économique et énergétique, avec le développement de routes de transit évitant les territoires russes et iraniens. La guerre du Haut-Karabagh et la victoire de l'Azerbaïdjan avec l'aide avérée de la Turquie ont été des moments clés. Le changement de nom du Conseil turcique en Organisation des États turques est également le symbole de ce renouveau. En étudiant le nombre de réunions que l'OET a tenues ces dernières années, ainsi que le développement de commissions agissant dans tous les domaines de coopération, il ne fait aucun doute que l'intégration du monde turcique est en pleine expansion. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte international marqué par une incertitude croissante et une fragilisation des cadres de coopération traditionnels. Ainsi, le renforcement de l'OET peut être interprété comme une tentative, pour ses États membres, de diversifier leurs partenariats et de s'appuyer davantage sur des cadres régionaux perçus comme plus prévisibles, sans pour autant se substituer aux relations avec les grandes puissances.

Cependant, l'aspect trop souvent oublié par les analystes est le domaine de la coopération culturelle entre les républiques turques. La publication des manuels scolaires d'histoire turcique commune, puis de littérature et enfin l'étude d'une géographie turcique partagée en sont la preuve concrète. Le développement culturel est le reflet de l'aspect idéologique de cette coopération, le (pan)turquisme, adapté dans chaque pays à la couleur locale.

Dès lors, l'Organisation des États turques n'est pas uniquement une arène d'influence turque dans la région, mais bien un outil de coopération que chaque État membre utilise dans son intérêt. La dimension idéologique, le (pan)turquisme, cohabite dans chaque pays aux côtés d'autres idéologies, notamment d'un nationalisme local ; elle n'en reste pas moins l'un des facteurs principaux de coopération de la zone.

Crédits photo : [hasan zaidi](#)

— • — • • — • • • •

Aurélie Stern

Aurélie Stern est docteure en études politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Spécialiste du monde turc, elle a publié sa thèse en 2025 sous le titre [Turquie-Azerbaïdjan, la danse des loups gris](#) aux éditions Maisonneuve & Larose/Hémisphères. Elle a enseigné à l'université Galatasaray d'Istanbul et à l'université de Bretagne Occidentale de Brest.

Comment citer cette publication

Aurélie Stern, « L'Organisation des États turques, symbole de l'expansion stratégique et de l'essor culturel du monde turc », *Le Rubicon*, vol. 6, 4 mai 2026
[<https://lerubicon.org/lorganisation-des-etats-turques-symbole-de-lexpansion-strategique-et-de-lessor-culturel-du-monde-turc/>].

<